



2015/0313(COD)

2.5.2016

AMENDEMENTS

9 - 21

Projet de rapport
Marie-Christine Arnautu
(PE580.572v02-00)

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1406/2002 instituant une Agence européenne pour la sécurité maritime

Proposition de règlement
(COM(2015)0667 – C8-0404/2015 – 2015/0313(COD))

AM_Com_LegReport

Amendement 9

Tania González Peñas, Merja Kyllönen, Stelios Kouloglou, Keith Taylor

Proposition de règlement

Considérant 1

Texte proposé par la Commission

(1) Les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes sont responsables d'un large éventail de missions, comprenant notamment la sécurité et la sûreté maritimes, les opérations de recherche et sauvetage, le contrôle aux frontières, le contrôle des pêches, le contrôle douanier, l'application générale de la législation et la protection de l'environnement. L'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes, l'Agence européenne de contrôle des pêches et l'Agence européenne pour la sécurité maritime devraient par conséquent renforcer leur coopération, aussi bien entre elles qu'avec les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes, afin d'améliorer l'appréciation de la situation maritime *et* d'étayer une action cohérente et efficace au regard des coûts,

Amendement

(1) Les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes sont responsables d'un large éventail de missions, comprenant notamment la sécurité et la sûreté maritimes, les opérations de recherche et sauvetage, le contrôle aux frontières, le contrôle des pêches, le contrôle douanier, l'application générale de la législation et la protection de l'environnement. L'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes, l'Agence européenne de contrôle des pêches et l'Agence européenne pour la sécurité maritime devraient par conséquent renforcer leur coopération, aussi bien entre elles qu'avec les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes, afin d'améliorer l'appréciation de la situation maritime, d'étayer une action cohérente et efficace au regard des coûts *et de garantir le plein respect des droits de l'homme dans leurs actions et activités,*

Or. en

Justification

Voir l'avis de la commission TRAN sur la situation en Méditerranée et sur la nécessité d'une approche globale de la question des migrations de la part de l'Union européenne (2015/2095(INI)).

Amendement 10

Keith Taylor, Stelios Kouloglou, Curzio Maltese

Proposition de règlement

Considérant 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(1 bis) Cette coopération qui se fonde sur l'échange d'informations et sur l'apport d'un soutien technique et matériel aux autorités nationales investies des fonctions de garde-côtes devrait rester sous le contrôle étroit de la Commission européenne,

Or. en

Amendement 11

Keith Taylor

Proposition de règlement

Considérant 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(1 bis) L'entrée en vigueur et le contenu du présent règlement devraient être coordonnés avec les règlements correspondants relatifs à l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et à l'Agence européenne de contrôle des pêches,

Or. en

Amendement 12

Tania González Peñas, Merja Kyllönen, Stelios Kouloglou, Keith Taylor

Proposition de règlement

Article 1 – point 1

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 – paragraphe 4 bis

Texte proposé par la Commission

Amendement

4 bis. (4 bis) L'Agence coopère avec l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes et avec l'Agence européenne de contrôle des pêches afin de soutenir les

4 bis. (4 bis) L'Agence coopère avec l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes et avec l'Agence européenne de contrôle des pêches afin de soutenir les

autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes en fournissant des services, des informations, des équipements et des formations, ainsi qu'en coordonnant des opérations à objectifs multiples.

autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes en fournissant des services, des informations, des équipements et des formations, ainsi qu'en coordonnant des opérations à objectifs multiples. ***Ce faisant, l'Agence garantit le plein respect des droits de l'homme et des obligations et engagements en matière de migration et d'asile.***

Or. en

Justification

Voir l'avis de la commission TRAN sur la situation en Méditerranée et sur la nécessité d'une approche globale de la question des migrations de la part de l'Union européenne (2015/2095(INI)).

Amendement 13 **Jacqueline Foster**

Proposition de règlement

Article 1 – point 1

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 – paragraphe 4 bis

Texte proposé par la Commission

4 bis. (4 bis) L'Agence coopère avec l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes et avec l'Agence européenne de contrôle des pêches afin de soutenir les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes en fournissant des services, des informations, des équipements et des formations, ainsi qu'en coordonnant des opérations à objectifs multiples.

Amendement

4 bis. (4 bis) L'Agence coopère avec l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes et avec l'Agence européenne de contrôle des pêches, ***chacune selon son mandat***, afin de soutenir les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes en fournissant des services, des informations, des équipements et des formations, ainsi qu'en coordonnant des opérations à objectifs multiples.

Or. en

Amendement 14 **Tania González Peñas, Merja Kyllönen, Stelios Kouloglou, Keith Taylor**

Proposition de règlement

Article 1 – point 2

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter – paragraphe 1 – point c

Texte proposé par la Commission

(c) le renforcement des capacités, par ***l'élaboration d'orientations***, de recommandations et de bonnes pratiques, ainsi que par le soutien de la formation et ***de l'échange*** de personnel, en vue ***d'améliorer l'échange d'informations*** et la coopération relative aux fonctions de garde-côtes;

Amendement

(c) le renforcement des capacités par ***l'élaboration d'orientations***, de recommandations et de bonnes pratiques ainsi que par le soutien de la formation et ***l'échange*** de personnel, en vue ***d'améliorer l'échange d'informations*** et la coopération relative aux fonctions de garde-côtes, ***aux capacités opérationnelles de recherche et de sauvetage et au respect des obligations et engagements dans les domaines des droits de l'homme, de la migration et de l'asile***;

Or. en

Justification

Voir l'avis de la commission TRAN sur la situation en Méditerranée et sur la nécessité d'une approche globale de la question des migrations de la part de l'Union européenne (2015/2095(INI)).

Amendement 15

Jacqueline Foster

Proposition de règlement

Article 1 – point 2

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter – paragraphe 1 – point d

Texte proposé par la Commission

(d) le partage de capacités, incluant la planification et la mise en œuvre d'opérations à objectifs multiples et le partage de ressources et d'autres capacités entre secteurs d'activité et au-delà des frontières.

Amendement

(d) le partage de capacités, incluant la planification et la mise en œuvre d'opérations à objectifs multiples et le partage de ressources et d'autres capacités entre secteurs d'activité et au-delà des frontières, ***avec l'accord des États membres concernés***.

Amendement 16

Tania González Peñas, Merja Kyllönen, Stelios Kouloglou, Keith Taylor

Proposition de règlement

Article 1 – point 2

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Les modalités de la coopération relative aux fonctions de garde-côtes que *l'Agence* assure avec *l'Agence* européenne de garde-côtes et de garde-frontières et avec *l'Agence* européenne de contrôle des pêches sont déterminées ***dans un arrangement de travail, dans le respect des règles financières applicables aux agences.***

Amendement

2. Les modalités, ***conditions et limites*** de la coopération relative aux fonctions de garde-côtes que *l'Agence* assure avec *l'Agence* européenne de garde-côtes et de garde-frontières et avec *l'Agence* européenne de contrôle des pêches sont déterminées ***par la Commission et soumises à l'approbation du Parlement et du Conseil. Les règles financières applicables aux agences de l'Union s'appliquent également à l'Agence.***

Amendement 17

Tania González Peñas, Merja Kyllönen, Stelios Kouloglou, Keith Taylor

Proposition de règlement

Article 1 – point 2

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. Le plein respect des obligations et engagements dans les domaines des droits de l'homme, de la migration et de l'asile, ainsi que la sécurité et la sûreté des navires commerciaux, des équipages et des passagers, doivent être garantis dans toutes les activités des agences participantes.

Justification

Voir l'avis de la commission TRAN sur la situation en Méditerranée et sur la nécessité d'une approche globale de la question des migrations de la part de l'Union européenne (2015/2095(INI)).

Amendement 18

Tania González Peñas, Merja Kyllönen, Stelios Kouloglou, Keith Taylor

Proposition de règlement

Article 1 – point 2

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter – paragraphe 2 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 ter. À cette fin, le Bureau européen d'appui en matière d'asile et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne élaborent un protocole d'action, évaluent le respect du droit de l'Union et du droit international, et coopèrent à la formation du personnel.

Or. en

Amendement 19

Tania González Peñas, Merja Kyllönen, Stelios Kouloglou, Keith Taylor

Proposition de règlement

Article 1 – point 2

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter – paragraphe 2 quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 quater. En outre, le guide de l'Organisation maritime internationale et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) sur le traitement des personnes secourues en mer est intégralement respecté^{1 bis}.

*1 bis **Résolution MSC.167 (78) de
l'Organisation maritime internationale et
"Sauvetage en mer: guide des principes et
des mesures qui s'appliquent aux
migrants et aux réfugiés".***

Or. en

Justification

*Voir l'avis de la commission TRAN sur la situation en Méditerranée et sur la nécessité d'une
approche globale de la question des migrations de la part de l'Union européenne
(2015/2095(INI)).*

Amendement 20
Keith Taylor

Proposition de règlement
Article 1 – point 2
Règlement (CE) n° 1406/2002
Article 2 ter – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. La Commission ***peut*** adopter, sous la forme d'une recommandation, un manuel sur la coopération européenne relative aux fonctions de garde-côtes, contenant des orientations, des recommandations et des bonnes pratiques pour l'échange d'informations et la coopération au niveau national, au niveau de l'Union et au niveau international.»

Amendement

3. La Commission, ***le Conseil et/ou le Parlement européen peuvent*** adopter, sous la forme d'une recommandation, un manuel sur la coopération européenne relative aux fonctions de garde-côtes, contenant des orientations, des recommandations et des bonnes pratiques pour l'échange d'informations et la coopération au niveau national, au niveau de l'Union et au niveau international, ***et le publier sur leurs sites internet.***

Or. en

Amendement 21
Rosa D'Amato, Daniela Aiuto

Proposition de règlement
Article 1 – point 2

Texte proposé par la Commission

3. La Commission peut adopter, sous la forme d'une recommandation, un manuel sur la coopération européenne relative aux fonctions de garde-côtes, contenant des orientations, des recommandations et des bonnes pratiques pour l'échange d'informations et la coopération au niveau national, au niveau de l'Union et au niveau international.

Amendement

3. La Commission peut adopter, sous la forme d'une recommandation, ***et après avoir consulté le Parlement***, un manuel sur la coopération européenne relative aux fonctions de garde-côtes, contenant des orientations, des recommandations et des bonnes pratiques pour l'échange d'informations et la coopération au niveau national, au niveau de l'Union et au niveau international.

Or. it